

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de
l'Ariège
4 avenue Didier Daurat
CS 40 331 cedex
31776 COLOMIERS

Colomiers, le 29/04/2024

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 08/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

AMERICAFER
64 chemin de Fenouillet
31000 Toulouse

Références : 2024/
Code AIOT : 0006803267

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2024 dans l'établissement AMERICAFER implanté 64 chemin de Fenouillet 31000 Toulouse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMERICAFER
- 64 chemin de Fenouillet 31000 Toulouse
- Code AIOT : 0006803267 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Les activités de la société AMERICAFER consiste en la récupération, la collecte, le tri et la valorisation de déchets de métaux ferreux et non ferreux. Également, centre de véhicules hors d'usage agréé, la société exploite sur ce site une installation de stockage, dépollution, démontage, découpage de véhicules hors d'usage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie
- Suivi de la qualité des rejets
- Point d'avancement sur le projet d'extension du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1) | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 5 | Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie. | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20 | Demande d'action corrective | 3 Mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|------------------------------|---|-------------------|
| 1 | Admissibilité des déchets | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > I. | |
| 2 | Intégration dans le paysage. | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 7 | |
| 3 | Localisation des risques. | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8 | |
| 4 | Caractéristique des sols. | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10 | |
| 6 | Rétentions. | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 > I. | |
| 7 | Valeurs limites de rejet. | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31 | |


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis la dernière inspection du 2 août 2022, l'exploitant a achevé les travaux de réhabilitation de son réseau de collecte et de son dispositif de prétraitement des rejets aqueux. Les analyses des rejets d'eaux effectuées sont conformes aux seuils établis dans l'arrêté ministériel, et le site est généralement bien entretenu, avec une hauteur de déchets stockés conforme à la réglementation en vigueur.

Cependant, lors de cette inspection, il a été constaté que la défense incendie du site ne respectait pas la réglementation en vigueur. L'exploitant a déjà contacté les services du SDIS pour remédier à cette situation et une action corrective doit être entreprise dans un délai de deux mois.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Admissibilité des déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > I. |
| Thème(s) : Risques chroniques - Détection radioactivité |
| Prescription contrôlée : L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection. |
| Constats : Le portique de détection de la radioactivité a été positionné avant le pont à bascule. Les véhicules entrant sur le site sont soumis à un contrôle via ce portique avant de pouvoir accéder au site et procéder au déchargement des déchets. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |


N° 2 : Intégration dans le paysage.

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 7 |
| Thème(s) : Autre - Propreté du site |
| Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. |
| Constats : Dans l'ensemble, le site est maintenu propre et entretenu, une amélioration notable a été constaté par rapport à l'inspection précédente. En particulier, le stockage des différents métaux est moins encombré. Cependant, l'inspection observe un nombre conséquent de véhicules stationnés à proximité du bâtiment administratif (employés, clients, etc.). L'inspection indique à l'exploitant de bien veiller à l'accessibilité du site afin de ne pas compromettre les opérations de secours. |
| Respect de la prescription : <input checked="" type="checkbox"/> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |

N° 3 : Localisation des risques.

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8 |
| Thème(s) : Risques accidentels - Localisation des risques |
| Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières, substances ou produits mis en œuvre, stockés, utilisés ou produits, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. |
| Constats : L'exploitant a procédé à l'analyse des risques présents sur le site et à un affichage pour le zonage ATEX (aire de dépollution et local de stockage des fluides). L'exploitant informe également l'inspection qu'il souhaite afficher le plan général des ateliers pour que l'information soit connue de tous (employés, SDIS, ...). |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |


N° 4 : Caractéristique des sols.

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10 |
| Thème(s) : Risques chroniques - Protection des sols |
| Prescription contrôlée : Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention. |
| Constats : Les sols des emplacements utilisés pour les véhicules hors d'usage sont imperméabilisés. L'ensemble du site est raccordé à un dispositif de prétraitement des eaux. En cas d'incident, une vanne permet d'obturer le réseau et ainsi maintenir les eaux susceptibles d'être polluées sur site. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |


N° 5 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20 |
| Thème(s) : Risques accidentels - Défense incendie |
| Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :— d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; |
| Constats : Le poteau incendie desservant le site ne respecte pas la distance réglementaire requise. L'exploitant, conscient du problème, a contacté les services du SDIS, qui lui ont demandé, selon ses déclarations, de mettre en place une réserve d'eau de 120 m³. L'exploitant doit mettre en place une défense incendie conforme aux besoins du site, en tenant notamment compte de l'extension pour laquelle une autorisation sera très prochainement demandée (juin 2024). Lors de l'inspection, l'exploitant s'est engagé à mettre en œuvre un plan d'actions correctives dans les plus brefs délais. Par conséquent, un délai de 2 mois lui est accordé pour se conformer à ces exigences. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La défense incendie du site doit être conforme aux exigences réglementaires, notamment il est primordial que les besoins en eaux d'extinction soient assurés. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 Mois |

N° 6 : Rétentions.

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 > I. |
| Thème(s) : Risques chroniques - Rétentions |
| Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : — dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; — dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; — dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. |
| Constats : Lors du contrôle, il a été constaté que l'ensemble des fluides présents sur le site est placé sur rétention. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |

N° 7 : Valeurs limites de rejet.

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31 |
| Thème(s) : Risques chroniques - Contrôle des rejets |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p> <p>pH 5,5 — 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;</p> <p>température < 30 °C ;</p> <p>Matières en suspension : 600 mg/l ;</p> <p>DCO : 2 000 mg/l ;</p> <p>DBO5 : 800 mg/l.</p> <p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :</p> <p>Matières en suspension : 35 mg/l.</p> <p>DCO : 125 mg/l ;</p> <p>DBO5 : 30 mg/l.</p> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain,</p> <p>Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;</p> <p>Plomb : 0,5 mg/l ;</p> <p>Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ;</p> <p>Métaux totaux : 15 mg/l.</p> <p>Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.</p> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a procédé à une refonte complète de son réseau de collecte des eaux ainsi que de son système de prétraitement des eaux de surface susceptibles d'être polluées. Les résultats des analyses réalisées lors d'une inspection inopinée menée par la DREAL ont confirmé le respect des normes établies dans cette prescription.</p> |
| <p>Respect de la prescription : </p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
| <p>Proposition de suites :</p> |